



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/HRC/7/NI/4
26 février 2008

Original: FRANÇAIS

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

Septième session

Point 8 de l'ordre du jour

ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA DÉCLARATION ET DU PROGRAMME D'ACTION DE VIENNE

**Information présentées par la Commission nationale consultative
des droits de l'homme, France¹**

Note du Secrétariat

Le secrétariat du Conseil des droits de l'homme a reçu la communication ci-après² qui est reproduite conformément à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme, article 7 b), qui dispose que «la participation des institutions nationales des droits de l'homme s'exerce selon les modalités et les pratiques convenues par la Commission des droits de l'homme, y compris la résolution 2005/74 du 20 avril 2005».

¹ L'institution nationale de défense des droits de l'homme présentant cette information dispose du statut «A» auprès du Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme.

² Reproduite en annexe telle qu'elle a été reçue, dans la langue originale et en anglais seulement.

ANNEXE

COMMISSION NATIONALE CONSULTATIVE DES DROITS DE L'HOMME

Note de présentation

(8 février 2008)

En vue de l'examen de la France dans le cadre de l'examen périodique universel, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme trouvera ci-après une brève présentation de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH).

Statut

1. La CNCDH est une institution nationale de promotion et de protection des droits de l'Homme (INDH), qui a récemment été, à nouveau, accréditée par le Comité International de Coordination des INDH comme conforme aux *Principes de Paris*^a. Ses attributions, sa composition et son fonctionnement sont régis par la loi n° 2007-292 du 5 mars 2007 et le décret n° 2007-1137 du 26 juillet 2007.

Composition

2. Nommés pour 3 ans, les membres de la Commission sont répartis en plusieurs catégories: représentants d'organisations non gouvernementales œuvrant dans le domaine des droits de l'homme, du droit international humanitaire ou de l'action humanitaire, et des confédérations syndicales; personnes choisies en raison de leur compétence reconnue dans le domaine des droits de l'homme – y compris personnes siégeant en qualité d'experts indépendants dans les instances internationales des droits de l'homme; un député, un sénateur, et le Médiateur de la République.
3. Les représentants du Gouvernement participent aux travaux avec voix consultative.

Mandat

4. La CNCDH a un rôle de vigilance, de proposition, de suivi et de sensibilisation auprès du Gouvernement, du Parlement et des citoyens, sur tous les sujets touchant aux droits de l'homme et au droit international humanitaire. Ses missions s'exercent aussi bien en amont de l'action gouvernementale lors de l'élaboration des projets de loi, des politiques et programmes, qu'en aval pour vérifier l'effectivité du respect des droits de l'homme dans les pratiques. Agissant sur saisine du Premier Ministre et des membres du Gouvernement ou par auto-saisine, elle rend publics ses avis et ses études.

^a Principes relatifs au statut et au fonctionnement des institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme, consacrés par la résolution n° 48/134 de l'Assemblée générale des Nations Unies (20 décembre 1993).

5. La CNCDH contribue également à la préparation des rapports que la France présente devant les organisations internationales et au suivi des recommandations émises par ces organes. Elle éclaire de ses avis les positions françaises dans les négociations multilatérales portant sur les droits de l'homme.

Travaux

6. Les travaux de la CNCDH sont préparés dans le cadre de sous-commissions puis adoptés dans le cadre de l'assemblée plénière. Ils prennent la forme d'avis, études ou rapports, qui sont disponibles sur le site Internet www.cncdh.fr. Ils concernent l'effectivité des droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques, dans un souci d'universalité et d'indivisibilité.
7. De plus, la loi 13 juillet 1990^b lui confie le soin de remettre chaque année au Gouvernement un rapport sur la lutte contre le racisme.
8. Enfin, la CNCDH attache une attention particulière à l'éducation et la formation aux droits de l'homme.

Activités Internationales

9. La CNCDH est membre du réseau international et du Groupe Européen des INDH, et assure le secrétariat général de l'Association Francophone des Commissions nationales des droits de l'Homme. Elle coopère ainsi de manière étroite avec ses homologues étrangers ainsi que diverses organisations internationales, en particulier les Nations Unies, le Conseil de l'Europe, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe et l'Organisation Internationale de la Francophonie.
10. Elle décerne chaque année le *Prix des Droits de l'Homme de la République Française*, qui récompense des actions de terrain portant sur la protection et la promotion effectives des droits de l'homme, sans distinction de nationalité ou de frontière

^b Loi n° 90-615 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe.